

ISRAËL-AFRIQUE

LE GRAND RETOUR

Florissantes après les indépendances, quasi inexistantes ensuite, les relations entre l'État hébreu et le continent s'intensifient et obéissent désormais à des considérations avant tout économiques. La tournée en cours du chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman, en apporte la démonstration.

NICOLAS MICHEL

Cela ne s'était pas produit depuis plus de vingt ans: le très controversé ministre des Affaires étrangères israélien Avigdor Lieberman – dirigeant du parti d'extrême droite Israel Beytenou ayant maille à partir avec la justice de son pays – est actuellement en tournée en Afrique. Du 2 au 10 septembre, il aura visité successivement l'Éthiopie, le Kenya, le Ghana, le Nigeria et l'Ouganda. Une « opération séduction » dont les objectifs sont clairs: renforcer les relations économiques entre l'État hébreu et le continent dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de l'irrigation, des infrastructures ou de la sécurité, bien entendu, mais aussi

croiser le fer diplomatique avec l'Iran. « La question iranienne sera évoquée durant la visite au regard des efforts de ce pays pour s'établir dans la région et y opérer », selon les autorités israéliennes. En clair, il s'agit de répondre aux visites de Mahmoud Ahmadinejad – qui s'est rendu au Kenya, à Djibouti et aux Comores en février dernier – et de tenter de (re)conquérir le soutien de l'Afrique, notamment aux Nations unies, afin de peser davantage contre le programme nucléaire iranien.

Il y a deux ans, la ministre des Affaires étrangères israélienne Tzipi Livni racontait ainsi cinquante ans de relations avec le continent: « Le début des relations entre Israël et l'Afrique date du milieu du XX^e siècle. De 1957 pour être



Arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv d'une émigrée éthiopienne, en mars 2007.

ELIANA APONTE / REUTERS

exact, avec l'ouverture d'une représentation diplomatique au Ghana. En réalité, on pourrait dire qu'elles sont nées il y a trois mille ans, quand la reine de Saba a rendu visite au roi Salomon. Il est vrai qu'elles ont connu des hauts et des bas – elles étaient florissantes dans les années 1950 et 1960, inexistantes dans les années 1970 et renaissantes dans les années 1980 et 1990. Aujourd'hui, les relations entre Israël et la grande majorité des pays africains peuvent être qualifiées d'excellentes. » Bon résumé, avec des réserves sur la dernière épithète qui expliquent sans doute le voyage de Lieberman.

À l'heure des indépendances africaines, la ministre des Affaires étrangères israélienne Golda Meir s'était résolument

ournée vers l'Afrique. Pour elle, les Africains et le peuple juif partageaient bien des points communs. Ils avaient dû se débarrasser de la tutelle coloniale. Ils avaient dû mettre en valeur des terres souvent ingrates. Et avaient été des victimes de l'Histoire, morts dans les camps de concentration ou réduits en esclavage...

AIDE MILITAIRE

Mais au-delà de la communauté de destins, la volonté de séduire l'Afrique subsaharienne obéissait à des raisons plus prosaïques. En pleine guerre froide, Israël menait son propre combat diplomatique. Il s'agissait de rompre une situation d'isolement en s'assurant le vote des pays africains aux Nations unies et de

renforcer la sécurité de l'État en formant un « cordon sanitaire » autour des pays arabes perçus comme hostiles.

Au milieu des années 1960, Israël – farouchement hostile au régime d'apartheid sud-africain – entretenait des relations diplomatiques avec plus de trente pays africains. Il y a envoyé ses experts, formé des unités d'élite, vendu des armes. En 1966, une dizaine de pays africains ont reçu une aide militaire directe d'Israël. Un certain général congolais, Joseph-Désiré Mobutu, a même bénéficié, en 1963, d'un entraînement de parachutisme... Deux ans avant de prendre le pouvoir !

Cette politique d'ouverture s'est altérée à partir de la guerre des Six Jours, en 1967 : Israël est devenu une puis-

PRÉSENCE DIPLOMATIQUE DE L'ÉTAT HÉBREU SUR LE CONTINENT

sance conquérante. Mais la véritable rupture a eu lieu au moment de la guerre du Kippour, en 1973. Le franchissement du canal de Suez par les forces israéliennes a heurté les pays africains, et le choc pétrolier a accru leur dépendance pétrolière vis-à-vis des pays arabes. Résultat : à l'exception du Malawi, du Lesotho et du Swaziland, tous ont coupé avec Israël – qui s'est alors rapproché de l'Afrique du Sud raciste. L'isolement de l'État hébreu a atteint son paroxysme le 10 novembre 1975, avec la résolution 3379 des Nations unies assimilant sionisme et racisme (voir pp. 27-28). Les seuls pays africains à s'y opposer étaient le Malawi, le Lesotho, la République centrafricaine, le Liberia et la Côte d'Ivoire.



de la Palestine (FPLP). Avigdor Lieberman participera d'ailleurs le 10 septembre, en Ouganda, à une cérémonie de commémoration en hommage aux victimes.

En 1978, les accords de Camp David ont marqué le début d'une légère embellie, mais il a fallu attendre 1982 pour que Mobutu Sese Seko, dans l'ex-Zaïre, annonce la restauration des relations diplomatiques, suivi par le Liberia (1983), la Côte d'Ivoire et le Cameroun (1986), le Togo (1987)...

Quant à la dictature d'inspiration marxiste du colonel Mengistu, elle a reçu des armes et permis, en retour, le « rapatriement » des juifs d'Éthiopie, les Falashas (voir pp. 28-29).

Au début des années 1990 – après qu'Israël a explicitement condamné l'apartheid en 1987 et que les Nations unies ont annulé la résolution assimilant sionisme et racisme en 1991 –, d'autres pays africains comme le Kenya, la Guinée ou la République centrafricaine ont repris langue avec l'État hébreu. Sans que celui-ci se décide pour autant à adopter une stratégie claire et cohérente vis-à-vis de l'Afrique. « Il n'y a plus de doctrine comme à l'époque de Golda Meir, explique Frédéric Encel, maître de conférences à Sciences-Po². Les personnels affectés à l'Afrique sont en nombre restreint et de qualité moindre. Le prisme africain, c'est fini. Depuis les

REALPOLITIK

Au-delà des positions politiques de principe, la realpolitik a néanmoins continué de s'imposer. « Durant cette période, les liens économiques ont en réalité augmenté : les échanges commerciaux ont été multipliés par trois et les entreprises israéliennes ont accru leurs initiatives, en particulier au Nigeria, au Kenya et au Zaïre », explique Naomi Chazan¹. L'absence de relations officielles n'a pas empêché non plus Israël de maintenir son assistance militaire. À la fin des années 1970, environ 35 % des ventes d'armes israéliennes se faisaient en Afrique. « Des agents du Mossad, des émissaires militaires et un petit groupe

d'hommes d'affaires ont remplacé les diplomates en tant qu'interlocuteurs privilégiés des dirigeants africains et (principalement) des partis d'opposition », estime Naomi Chazan. Des spécialistes de la protection rapprochée de personnalités ont assuré des formations auprès des services de sécurité présidentiels ou ont été mis directement à leur disposition. Comme en Côte d'Ivoire, au Liberia, au Zaïre, au Togo, au Gabon... En juillet 1976, Israël s'est signalé par un coup d'éclat à l'aéroport d'Entebbe. L'opération Tonnerre a permis à Tsahal de libérer plus de deux cents otages détenus par le Front populaire de libération

MAURITANIE : AMBASSADE TRÈS IMPOPULAIRE

DEPUIS LE PUTSCH DE MOHAMED OULD ABDELAZIZ, le 6 août 2008, les relations entre Nouakchott et Tel-Aviv n'ont plus rien de diplomatique. Le 6 mars dernier, les autorités mauritaniennes ont donné quarante-huit heures à l'ambassadeur de l'État hébreu pour débarrasser le territoire. Une expulsion qui fait suite à l'annonce par « Aziz », le 16 janvier, du gel des relations entre les deux pays.

Jusqu'alors, la Mauritanie faisait figure d'exception : la République islamique était le seul pays de la Ligue arabe, avec la Jordanie et l'Égypte, à accueillir une ambassade de l'État hébreu. Une présence remontant à la signature d'un accord entre les deux pays, en 1999. À l'époque, Maaouiya Ould Taya – au pouvoir de 1984 à 2005 –, isolé sur la scène internationale, espère un appui américain en se rapprochant d'Israël.

Mais l'imposante bâtisse au drapeau bleu et blanc ne fera jamais l'unanimité à Nouakchott. Si les prédécesseurs de Mohamed Ould Abdelaziz, conscients des

risques courus sur le plan international, n'ont pas cédé à la pression populaire, le général putschiste a préféré flatter la rue. Lors du mini-sommet arabe réuni à Doha, en pleine offensive israélienne « Plomb durci » contre la bande de Gaza, « Aziz » annonce le gel des relations. À son retour à Nouakchott, le 17 janvier, il est accueilli par des youyous. Et, au lieu de s'installer à l'arrière de son véhicule, s'offre un bain de foule pour savourer son triomphe. Dans la perspective du scrutin du 18 juillet dernier, le bénéfice était évident.

Sur le plan diplomatique, « Aziz » peut aussi désormais compter sur le soutien de Mouammar Kaddafi, qui a toujours dénoncé le pacte avec l'ennemi hébreu. Comme une condition sine qua non à un séjour du « Guide » en Mauritanie, l'expulsion de l'ambassadeur est intervenue trois jours avant l'arrivée de Kaddafi à Nouakchott. Depuis, le statu quo demeure entre la Mauritanie et Israël : ni le rétablissement ni la rupture proprement dite des relations n'est au programme. ■

MARIANNE MEUNIER



Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, devant des hommes d'affaires à Addis-Abeba.

accords d'Oslo, Israël a amorcé un repli diplomatique, économique et technique vers l'Occident – l'Europe, les États-Unis, les pays de l'ex-URSS. »

SECTEUR PRIVÉ EN POINTE

C'est donc le secteur privé israélien qui modèle les relations actuelles avec le continent (voir ci-dessous), entre importateurs de diamants, compagnies de sécurité plus ou moins liées au pouvoir et experts en tous genres. Même pour les ventes d'armes, l'Afrique n'est plus

un marché porteur. « En 2005, l'Inde a acheté pour 900 millions de dollars de matériels militaires à très haute valeur ajoutée en Israël, poursuit Frédéric Encel. Aujourd'hui, sur les quelque 4 milliards de dollars que représentent les ventes d'armes, 1,5 milliard provient de l'Inde et de la Chine, le reste se distribuant entre le Caucase, l'Europe, la Turquie et les États-Unis. L'Afrique n'achète pas d'armement sophistiqué mais plutôt des services, beaucoup moins chers – les gardes du corps, par exemple. »

À l'heure où Israël remet officiellement le pied sur le continent, plus de quarante pays africains entretiennent des liens diplomatiques avec l'État hébreu. « Ces toutes dernières années, il y a manifestement un retour d'Israël en Afrique, affirme Encel. Il est trop tôt pour parler de doctrine, mais, à titre d'exemple, le Nigeria vend beaucoup de pétrole à l'État hébreu, reçoit de plus en plus d'ingénieurs israéliens et... n'a pas voté la résolution des Nations unies contre le mur de séparation en 2006. » Si Lieberman souhaite redonner du souffle aux relations politiques et économiques, il risque tout de même de se heurter à certaines réticences. Pour le président en exercice de l'Union africaine, Mouammar Kaddafi, « les ambassades d'Israël en Afrique sont des gangs qui cherchent des alliances avec des minorités pour perturber notre continent ». ■

1. Professeure émérite de sciences politiques et d'études africaines à l'université hébraïque de Jérusalem.

2. Auteur d'*Atlas géopolitique d'Israël*, éd. Autrement, 82 pages, 15 euros.

Business avant tout

Agriculture, industrie, téléphonie, mais aussi sécurité et surveillance, la présence israélienne est en constante progression.

L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial d'Israël sur le continent, avec des échanges en augmentation de plus de 500 % depuis la fin de l'apartheid. Si on retrouve bien évidemment le business des métaux précieux (or, diamant...), on estime à 800 le nombre de sociétés israéliennes présentes en Afrique du Sud (sécurité, énergie, hydraulique...). Mais ces contrats n'obéissent en rien à des choix idéologiques. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC, en 1994, les relations entre les deux pays sont au mieux courtoises, sinon distantes. Le dernier incident diplomatique date de septembre 2001, quand Israël a quitté la conférence contre le racisme organisée par les Nations unies à Durban. Plusieurs pays avaient demandé que l'ONU réactive l'ancienne résolution votée en 1975 contre le régime d'apartheid qui

condamnait « l'alliance impie entre le racisme sud-africain et le sionisme » et qui qualifiait ce dernier de « raciste ».

Pendant le règne des nationalistes afrikaners, de 1948 à 1994, le gouvernement, d'abord ouvertement antisémite, a fini par considérer que la lutte contre la majorité noire méritait une alliance avec tous les Blancs, quelle que soit leur religion. En retour, Israël a soutenu Pretoria. Et en échange d'un coin de désert pour procéder à des essais nucléaires, l'État hébreu a aidé l'Afrique du Sud à se doter de sa première bombe atomique.

À l'échelle du continent, les échanges sont aussi en forte progression. Ils sont passés de 430 millions de dollars en 1990 à plus de 2 milliards en 2008. Et

l'actuelle tournée africaine du chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman, traduit une volonté d'aller plus loin encore puisqu'une vingtaine d'hommes d'affaires font partie de la délégation. Industrie, agriculture, métaux précieux,

De 430 millions de dollars en 1990, les échanges dépassent les 2 milliards en 2008.

téléphonie, mais aussi sécurité et surveillance... le dispositif des Israéliens s'appuie sur des secteurs d'activité dans lesquels leur savoir-faire est reconnu.

Dans l'agriculture, les coopérants des années 1960 venus soutenir des pays nouvellement indépendants ont laissé la place à des agronomes ou à

des ingénieurs en hydraulique. Au Nigeria, la société Israeli Nigeria Cooperative Company (INCC) a lancé, en avril 2008, un programme d'investissements de 100 millions de dollars. En Côte d'Ivoire, des sociétés israéliennes sont annoncées dans la zone franche de Grand-Bassam, près d'Abidjan. Quant à la visite à Tel-Aviv, en mai dernier, du Premier ministre togolais, Gilbert Houngbo, elle a porté sur la coopération agricole. En première ligne souvent, le Centre de coopération internationale dépendant du ministère israélien des Affaires étrangères, le Mashav.

Les technologies de télécommunication, en plein boom sur le continent, sont également un marché porteur. Au Burkina, la société israélienne Alvarion, leader mondial du Wimax, a été rete-

nue en mars dernier par Ouagadougou pour installer un réseau Internet haut débit. Mais cette haute technologie se déploie aussi dans le monde secret de la surveillance. Experts militaires, spécialistes des écoutes téléphoniques, informaticiens, spécialistes des liaisons satellites..., la présence sur le continent est réelle. Sans doute en RD Congo ; certainement en Côte d'Ivoire, où, en novembre 2005, des conseillers militaires géraient un centre de surveillance électronique et ont piloté les drones partis en reconnaissance avant le bombardement sur la base française de Bouaké ; et vraisemblablement au Congo-Brazzaville, où la société d'électronique de défense Elta Systems étudie des solutions de surveillance radar des eaux territoriales. Autre exemple, début

2008, la compagnie Magal a remporté un marché de 1,25 million de dollars pour l'installation d'un système de télé-détection des intrusions « dans un grand port africain », sans plus de précisions.

Autre domaine dans lequel les Israéliens s'illustrent avec succès : le commerce de minerais et de pierres précieuses. En plus de l'Afrique du Sud, le leader mondial du diamant poli, Israel Diamond Institute, est aussi présent en Sierra Leone et au Liberia. En RD Congo, le groupe Dan Gertler Investment (DGI), initialement en partenariat avec la Miba (Société minière de Bakwanga) pour la commercialisation des diamants du Kasai, s'est diversifié dans le cuivre-cobalt, au Katanga. ■

PHILIPPE PERDRIX, avec FABIENNE POMPEY
et PIERRE FRANÇOIS NAUDÉ

Juifs, Noirs et Africains

Si tout le monde connaît les Falashas d'Éthiopie, de petites communautés se réclamant également du judaïsme vivent dans d'autres pays subsahariens.

A bayudayas d'Ouganda, Ibos du Nigeria, Lembas d'Afrique du Sud et du Zimbabwe, Baloubas du Congo et Falashas d'Éthiopie ont (au moins) deux points communs : ils sont africains et juifs. Au Ghana, au Cap-Vert ou au Cameroun, il existe aussi des petits groupes de personnes pratiquant « une certaine forme » de judaïsme. Si l'histoire des Falashas

éthiopiens a fait l'objet de nombreuses études, ce n'était pas le cas des autres. Spécialiste du « judaïsme marginal », chercheuse associée de la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres, Edith Bruder vient de combler ce manque en publiant *The Black Jews of Africa*. Ce livre, qui propose un tour d'horizon quasi exhaustif des communautés juives d'Afrique, revient sur

les conditions de leur émergence et jette les bases d'études futures sur les quelque 30 000 Ibos qui se disent juifs ou sur l'étonnant leader des Abayudayas d'Ouganda, Samei Lwakilenzi Kakungulu...

Identifier les origines de ces communautés relève parfois de la mission impossible. Certains invoquent les textes bibliques et les passages concernant les Dix tribus perdues d'Israël ou la rencontre entre le roi Salomon et la reine de Saba. « La véracité de ces textes est toujours discutée, explique Edith Bruder. Mais que ce soit vrai ou faux n'est pas le sujet. Une identité est tou-

LA TERRE PROMISE DES MIGRANTS

QUELQUE 10 000 RÉFUGIÉS AFRICAINS sont entrés en Israël à travers le Sinaï ces cinq dernières années. Pour la plupart, ce sont de jeunes Érythréens qui ont fui le régime d'Asmara et l'enrôlement forcé dans l'armée de leur pays, ou des ressortissants soudanais chassés du Darfour par les milices djandjawi. Seuls 600 Darfouris ont obtenu un statut officiel de réfugié permanent, et 2 000 Érythréens une carte de résident temporaire. Les autres sont devenus des « sans-papiers » que l'on retrouve dans les jardins publics, errant le long des routes dans le sud du pays ou entassés dans des hôtels de fortune à la recherche de petits boulots. Près de 80 sont, par ailleurs, détenus dans des prisons, et Israël, dépassé par ce phénomène

récent, a obtenu de l'Égypte qu'elle verrouille sa frontière. Désormais, dans le désert du Sinaï, on tire à vue. Une dizaine de migrants, au moins, auraient été ainsi abattus depuis l'année dernière, selon plusieurs témoignages recueillis par des organisations de défense des droits de l'homme.

Cette migration remonte à décembre 2005 lorsque la police égyptienne a violemment réprimé une manifestation de Subsahariens, au Caire, faisant au moins vingt-sept morts. Du jour au lendemain, des centaines de familles qui vivaient péniblement en Égypte ont décidé de fuir, de traverser le Sinaï, au risque de leur vie. Israël est devenu une « Terre promise ». ■

PH.P.

Marche sur
Jérusalem
de jeunes
Falashas, en
septembre 1985.



<http://ebooks.recherche-ma>

AFP

jours fondée sur des mythes. La pensée construit parfois des fictions qui deviennent réelles. » Ainsi, pour nombre d'Éthiopiens, le Kebra Nagast qui fait de Ménélik le fils de Salomon et de la reine de Saba est une réalité fondatrice indiscutable...

IBOS, LEMBAS...

D'autres sources, rares, attestent de la présence des juifs au sud du Sahara. « Les géographes juifs de Majorque affichent dans leurs portulans une connaissance importante du Mali qui ne pouvait venir que de leurs coreligionnaires », affirme la chercheuse. Et si Léon l'Africain raconte que des juifs ont été chassés de Tombouctou... c'est bien qu'ils y vivaient !

Depuis la fin des années 1990, des analyses d'ADN ont même permis d'identifier un marqueur génétique qui serait propre aux descendants d'une caste de prêtres juifs, les cohanim. Lequel marqueur se retrouve chez certains Lembas. Prudente, Edith Bruder invite à se méfier de ces études balbutiantes qui « apportent

des informations, mais en aucun cas une preuve indubitable ».

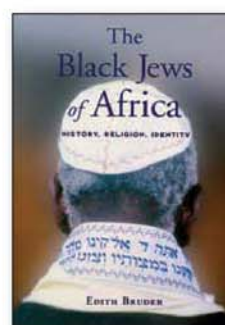
L'expression des identités juives en Afrique est un phénomène récent qui doit beaucoup à la reconnaissance des Falashas. « C'est l'élément fondateur, le déclencheur qui a suscité un déferlement d'affirmations en nourrissant l'imaginaire des populations là où il existait déjà des mythes ou des légendes locales renvoyant au judaïsme », analyse Bruder. L'efficacité des moyens de communication actuels n'a fait qu'accélérer le mouvement.

Dans *The Black Jews of Africa*, Edith Bruder s'attarde aussi sur les influences extérieures qui modèlent la pensée et les pratiques des communautés « judaïsantes » d'Afrique. Elle insiste sur le fait que les premiers mouvements de juifs noirs sont nés aux États-Unis et qu'il y a eu un jeu d'échanges entre

Africains et Africains-Américains juifs. Aujourd'hui, le rabbin noir Capers Funnye Jr. est ainsi en contact rapproché avec les Ibos et les Falashas. Quant à l'association prosélyte américaine Kulanu, elle « prône la diversité dans le judaïsme » et apporte son soutien dès qu'un frémissement revendicatif se fait sentir.

En Israël, l'intégration des Falashas n'a cessé de poser problème. Ibos, Lembas, Abayudayas et autres envisagent-ils l'*aliyah*, l'immigration en Terre sainte ? « Les Lembas juifs occupent souvent de hautes positions sociales. Je n'en ai pas rencontré qui parlaient d'émigrer, témoigne Bruder. On ne peut pas schématiser. Mais il faut faire la différence entre l'*aliyah* et le rêve que représente Jérusalem. » Une terre promise, sans doute. ■

NICOLAS MICHEL



The Black Jews of Africa. History, Religion, Identity.
Edith Bruder, Oxford University Press,
294 pages, 50 euros.